

## Putsch du 3 août

## Les réactions dans le monde

**Le putsch du 3 août a été condamné par la communauté internationale et le Conseil de sécurité et de paix de l'Union africaine a annoncé jeudi l'exclusion de la Mauritanie de ses rangs tant que "l'ordre constitutionnel" ne serait pas de retour dans le pays. Les réactions de par le monde oscillent entre l'attentisme et la condamnation et la désignation**

### Au Sénégal, Wade s'engage à préserver les liens

Le président sénégalais, Abdoulaye Wade, a souhaité, jeudi à Dakar, que la "démocratie soit réinstallée en Mauritanie", suite au coup d'Etat intervenu dans ce pays, assurant que "quoiqu'il en soit", les liens du Sénégal avec ce pays seront préservés.

"Il semble donc aujourd'hui que le coup d'Etat soit consommé et que le pouvoir ait changé de main", a déclaré le président Wade, interrogé par la presse à son arrivée à l'aéroport international de Dakar, après son séjour à Riyad, capitale saoudienne.

"Pour ma part, je voudrais simplement souhaiter que le sang ne soit pas versé, souhaiter que la démocratie soit réinstallée en Mauritanie", a-t-il ajouté.

"Quoi qu'il en soit, le peuple sénégalais et le peuple mauritanien sont inséparables. Nous avons des liens de sang, des liens de parenté, des intérêts communs", a-t-il souligné, ajoutant que "cet aspect sera soigneusement veillé".

"Je suis donc à l'écoute pour savoir quelle est la situation en Mauritanie, non pas à Nouakchott mais sur l'ensemble du territoire. Je suis en rapport avec nos chefs, c'est-à-dire le président Obasanjo, et aussi en rapport avec les pays amis du Sénégal, précisément la France et les Etats-Unis avec qui nous avons des échanges d'analyse sur la situation", a-t-il révélé.

### En Algérie

En Algérie les journaux parus le jeudi ont consacré de larges espaces au coup d'Etat survenu en Mauritanie.

Dans son éditorial, "El Watan", sous le titre "Fin de règne?" écrit que: "ce petit pays de moins de trois millions d'habitants est en passe de battre tous les records d'instabilité, enregistrant trois tentatives de coup d'Etat en moins de 15 mois".

"La rébellion n'est pas venue des officiers impliqués dans de précédentes tentatives de coup d'Etat. Pas plus qu'elle n'est venue des islamistes qui donnent aussi bien des soucis au régime en place".

"Le coup d'Etat qui vient de secouer le régime du président Meaouys est d'autant inquiétant pour la survie du système que tout laisse croire que "le ver est désormais dans le fruit", écrit "El Watan".

De son côté, "L'Expression", autre journal algérien sous le titre: "inquiétude dans les capitales maghrébines", fait remarquer que: "cette récurrence des coups de force militaires met en exergue la fragilité d'un pouvoir en déficit de popularité qui tente, depuis quelques années, de s'assurer une légitimité et de se donner une façade démocratique".

De son côté, "Liberté", sous le titre: "L'ordre en kaki", relève qu'un comité, qui s'attribue à bon compte le qualificatif de "révolutionnaire", a déposé mercredi le président mauritanien Ould Taya, qui tombe, cette fois-ci, pour de vrai après avoir déjoué une multitude de coups d'Etat.

Les artisans du putsch, pour justifier leur action, ont eu recours à la turlutaine classique qui consiste à faire croire qu'ils ont agi par souci de "mettre fin aux pratiques totalitaires et aux dérives dangereuses du régime".

"Un discours passe-partout, (...) qui peut avoir l'adhésion du bon peuple opprimé par le régime déchu, lui-même issu originellement d'un coup de force, habillé a posteriori par une parodie d'élection".

### La Tunisie condamne

Le gouvernement tunisien a condamné le coup d'Etat survenu mercredi en Mauritanie, réaffirmant son attachement au cadre institutionnel et démocratique. Une source autorisée du ministère des Affaires étrangères, citée vendredi par la presse tunisienne, indique que "la Tunisie suit avec attention l'évolution des événements en République islamique de Mauritanie".

"Tout en soulignant sa constante position de principe quant à la condamnation de la prise du pouvoir par la force et par les moyens anti-constitutionnels, la Tunisie affirme son attachement au respect du cadre institutionnel et démocratique par l'alternance au pouvoir de façon à assurer la sécurité et la stabilité dans ce pays frère", ajoute la même source.

### Au Mali, le Gouvernement se dit préoccupé

Le gouvernement malien a exprimé jeudi, sa préoccupation face aux événements survenus mardi en Mauritanie et suit avec la plus grande attention, le changement de régime intervenu dans ce pays voisin du Mali, a annoncé un communiqué du officiel publié à Bamako.

"Le Mali tient à réaffirmer son attachement à la prise du pouvoir par des voies démocratiques et pacifiques", indique le gouvernement malien qui exhorte les nouvelles autorités mauritanienne au respect de la démocratie et des droits de l'Homme.

Le gouvernement malien réitère sa disponibilité pour le renforcement des liens entre les deux peuples, dans l'intérêt des Etats de la sous-région.

### Le PARENA salue l'éviction de Ould Taya

Le Parti pour la renaissance nationale (PARENA) de l'ancien ministre malien des Affaires étrangères, Tiébié Dramé, a salué vendredi dans un communiqué le renversement du régime de Ould Taya le 3 août par un coup d'Etat militaire.

Le PARENA, qui se dit un parti panafricain épousant la cause des démocrates et des peuples opprimés, qualifie l'ancien président déchu de "dictateur ayant imposé à son peuple un régime autocratique et fascisant".

"Que de sang versé! Que de martyrs mauritaniens! Que de Mauritaniens exilés ou déchus de leur nationalité, à commencer par nos frères négro-mauritaniens", lit-on dans le même communiqué.

Le parti de l'actuel président de la Commission d'organisation du sommet France-Afrique (qui se déroulera à Bamako en décembre prochain) souhaite, par ailleurs, que les "nouvelles autorités dont la légitimité se mesure déjà à la liesse des masses dans la rue, travaillent à faire de la Mauritanie un Etat de droit". Demandant la réintégration de ce pays dans l'espace CEDEAO, le PARENA exige la rupture des relations diplomatiques de Nouakchott avec Israël, renforçant par la même occasion, ses relations avec la Palestine.

### Les Comores condamnent

Les Comores ont exprimé samedi, leur désapprobation de "la rupture de la légalité constitutionnelle" survenue en Mauritanie, et condamné "ces méthodes d'accession au pouvoir en marge du droit et des règles universellement admises". Dans un communiqué publié à Moroni, le gouvernement comorien exige le retour à l'ordre constitutionnel en Mauritanie et la pérennisation de la paix et de la sécurité dans ce pays.

### En Europe, l'Union européenne déplore

L'Union européenne (UE) a déploré vendredi le coup d'Etat en Mauritanie, appelant au respect "strict" de la démocratie et du cadre constitutionnel légal. Dans un communiqué publié à Bruxelles, l'UE souligne qu'elle

continuera à suivre "très attentivement l'évolution des événements et, le moment venu, appréciera la situation en fonction des dispositions applicables de l'Accord de Cotonou".

En vertu de l'article 96 de cet Accord la liant aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'UE peut suspendre partiellement ou entièrement sa coopération avec un de ces pays s'il est coupable de violation des principes démocratiques.

Toutefois, ces sanctions ne seront décrétées qu'à l'issue des consultations politiques entre l'UE et le pays concerné.

### L'Opposition en exil prend acte

Le Forum de l'opposition mauritanienne en exil (FOME) a déclaré jeudi qu'il prenait "acte" du changement de la situation en Mauritanie, en souhaitant que les auteurs du coup d'Etat libèrent tous les prisonniers politiques. Dans un communiqué publié à Paris, le FOME invite le Comité militaire pour la démocratie et la justice, qui a renversé mercredi le président Ould Taya, à associer les forces politiques à la gestion de "la

nouvelle ère" politique en Mauritanie.

"Fidèle aux principes et idéaux de la démocratie, le FOME appelle les nouvelles autorités à instaurer rapidement les conditions de dialogue politique et social, en ouvrant des concertations avec les forces vives du pays", précise le communiqué.

Les opposants mauritaniens plaident, en outre, pour un débat national au cours duquel seront abordées "sans tabou" les questions de "l'esclavage et toutes les tares dont souffre la société mauritanienne".

"Ces problèmes majeurs et de fond doivent être sereinement débattus sans tabou dans un large débat national sans exclusive pour que des solutions appropriées leur soient trouvées", ajoute le FOME. Selon lui, la nouvelle junte ne doit pas négliger le sort des centaines de milliers de "déportés" mauritaniens qui vivent "dans le dénuement total" au Mali et au Sénégal. Principal regroupement des forces politiques mauritaniennes en exil, le FOME a été créé en 2005 à Paris où vivent ses premiers responsables.